

28 AOÛT 2023

# EUROPE INFO HEBDO



## WELCOME BACK. EIH FAIT SA RENTRÉE

Nous espérons que vous avez pu profiter au mieux de cette coupure estivale, sur les cimes, les rives, les côtes ou les villages d'Europe (attention au bilan carbone :)).

Pendant que nous cherchions toutes et tous à prendre un peu de recul, le monde lui ne prend pas de vacances. Invasion, coup d'Etat, catastrophes naturelles, il se passe toujours quelque chose l'été. Les ondes de choc du coup d'Etat au Niger, de l'élargissement des BRICS ou de la chute, spectaculaire, de Prigojine n'ont pas fini de secouer l'actualité européenne. Nous aurons certainement l'occasion d'y revenir dans le cours des EIH.

Cette semaine se place sous le signe de la perte. Celles qui interrogent, comme la remise en cause, du jour ou lendemain, de la présence occidentale au Niger, suivies pour ce dernier de la fin des aides au développement et très probablement de la vie internationale. Les réactions face aux vies perdues en Mer Méditerranée. La perte la plus troublante semble être celle de la milice paramilitaire Wagner de ses deux têtes, dans un accident d'avion tout aussi troublant. L'agaçante perte de temps dans des manœuvres politiques qui peuvent remettre en cause la pluralité des médias, et devant cette impression que les entreprises et les Etats ne tiennent pas leurs promesses. Enfin, le Green Deal perd Frans Timmermans, son "moine-soldat", appelé à d'autres actions du même ordre dans ses Pays-Bas natal.

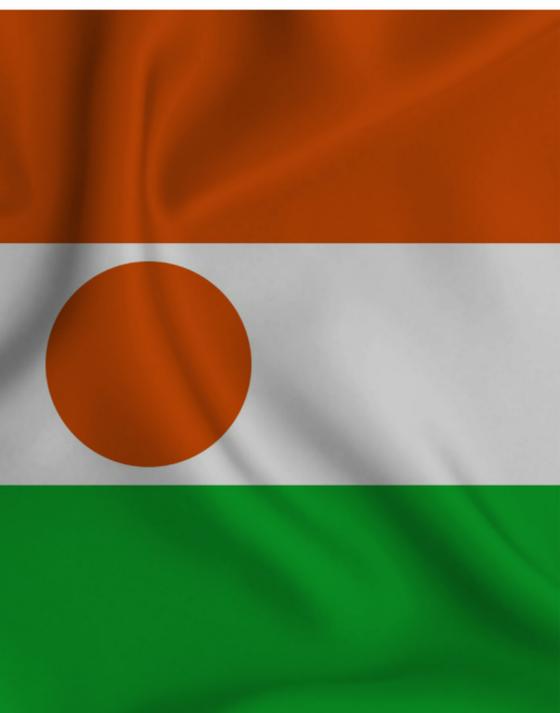
Nous en profitons pour souhaiter la bienvenue à notre stagiaire Zaineb EL Idrissi, qui a déjà œuvré pour ce nouveau visuel.

Bonne lecture,  
Elise BERNARD,  
Edouard GAUDOT,  
FJOLLË IBRAHIMI.

# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

## CRISE MIGRATOIRE, AFRIQUE NOTE SAHELÉE

Le 26 juillet dernier, alors que les rédactions se préoccupaient de transhumances touristiques et de températures caniculaires, le Niger a été le théâtre d'un putsch qui a renversé le président désigné comme démocratiquement élu Mohammed Bazoum.



- Il est encore un peu tôt pour établir un état des lieux complet des causes et conséquences de ce putsch.
  - On peut cependant souligner le sentiment quasi immédiat et récurrent - très eurocentrique - d'une atteinte à la frontière extérieure de l'Union européenne.
  - C'est particulièrement le cas en termes de flux migratoires puisque le Niger constitue, dans le dispositif d'endiguement des migrants subsahariens, une zone charnière, note Le Monde.

- Dans un article au fond, Médiapart remet en perspective historique les relations "troubles" de l'Union avec un autre pays de la "frontière sahéenne" de l'UE : le Soudan.
  - Dans la lignée des pactes douteux, comme celui signé en 2016 avec le président turc Erdogan, l'UE n'hésite pas à externaliser la gestion des flux à des régimes peu scrupuleux sur le respect des droits fondamentaux et de l'Etat de droit.
    - Avant les congés d'été, c'est la Tunisie qui se retrouve sur le devant de la scène.
    - Juste après le Rwanda, côté Royaume-Uni.
  - Ceci, dès avant la panique causée par la crise de "l'accueil des réfugiés" de 2015, puisque cette "Initiative pour la route migratoire" appelée aussi "processus de Khartoum" était déjà lancée en 2014 - en toute discrétion et sans contrôle démocratique du Parlement européen d'ailleurs.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

## CRISE MIGRATOIRE, DROITS FONDAMENTAUX, GRANDTANPLAN

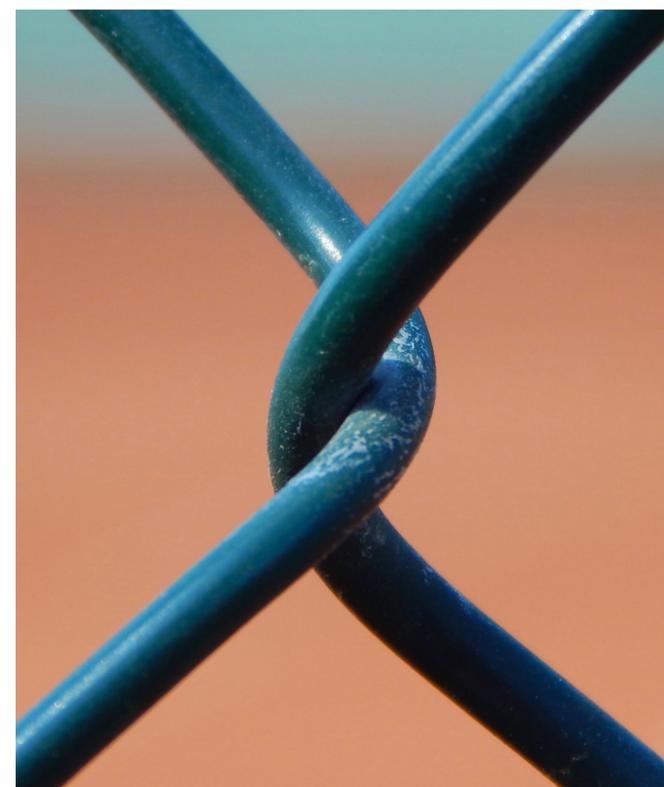
Membre du GIEC et spécialiste des migrations, a fortiori induite par le climat, François Gemenne signale une récente étude de la revue scientifique Nature qui met à mal la rhétorique de “l’appel d’air” et considère que le sauvetage des naufragés de fortune encourage les traversées. Le non-respect des droits fondamentaux et le mépris l’Etat de droit ne sont donc pas des réponses à la “pression migratoire”.



- Nous l’avons souligné à de nombreuses occasions, c’est sur cette question existentielle que l’Europe joue en grande partie sa raison d’être.
  - Cages à la frontière bulgare, mépris du droit de la mer par les garde-côtes italiens, lenteur délibérée des secours grecs, condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l’Homme pour enfermement de mineurs, durcissement des politiques d’accueil au Danemark, pour ne citer que ces cas.
    - Le traitement des migrants et la gestion des flux pour assurer la sécurité de ces individus est un défi permanent aux valeurs européennes.
  - Face à des opinions publiques inquiètes, il s’agit, pour les gouvernements conservateurs, d’un levier électoral facile à actionner.
    - Inaugurée par Viktor Orban en 2016 avec une question inspirant la manipulation, la mode des référendums sur l’immigration se poursuit.

- Alors que se profilent des élections compliquées, le gouvernement conservateur polonais du PiS compte poser le jour des élections quatre questions référendaires dont celle sur l’immigration qui interpelle :

- oui ou non à “l’admission de milliers d’immigrants illégaux du Moyen-Orient et d’Afrique, conformément au mécanisme de relocalisation forcée imposé par la bureaucratie européenne” ?
  - Ceci n’ayant pas de sens puisque ce gouvernement a refusé toutes les demandes de preuve de solidarité demandées par l’Italie. Personne n’impose toujours rien à qui que ce soit pour le moment.
  - Se pose aussi sérieusement la question du sort des migrants en provenance d’Asie : l’avis des électeurs polonais n’aurait-il pas besoin d’être donné pour ces migrants ?
- Au-delà de la manœuvre pseudo-politique, se pose plus sérieusement le problème tenant au fait qu’il s’agit d’un pays dont la croissance soutenue s’accompagne d’un fort besoin de main d’œuvre menant à un assouplissement de sa politique migratoire.



- Mêmes contradictions pour l’Italie et son gouvernement libéral sur l’économie mais réactionnaire sur l’immigration.
  - Paradoxe majeur : les arrivées par la mer de migrants auraient plus que doublé depuis l’arrivée au pouvoir de G. Meloni.
  - On ne peut ignorer la comparable croissance entre l’augmentation des migrations et l’inexorable déclin démographique, comme le fait remarquer Giancarlo Giorgetti, le ministre des Finances, qui a annoncé la mise en place de politiques natalistes – un point qui fait relativement consensus dans la pénin.
    - Nous avons déjà développé ce point en mai 2023.

# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

## DROITS FONDAMENTAUX, POLOGNE, JE T'AIME, MOI NON PLUS

Depuis son essai *Le Destin de l'Europe*, l'intellectuel bulgare Ivan Krastev ne cesse au fil de ses interventions de rappeler que la plus grande menace existentielle pour l'Europe est liée à la perception de son déclin démographique qui d'une part la rend plus hostile à l'égard des minorités et de l'autre, nourrit une vague réactionnaire sur les droits des femmes à disposer de leurs corps.

- Depuis son essai *Le Destin de l'Europe*, l'intellectuel bulgare Ivan Krastev ne cesse au fil de ses interventions de rappeler que la plus grande menace existentielle pour l'Europe est liée à la perception de son déclin démographique.
  - Celui-ci la rend plus hostile à l'égard des minorités.
  - Elle nourrit également une vague réactionnaire sur les droits des femmes à disposer de leurs corps.
  - Un nouveau "grand clivage" qu'il développait l'année dernière dans [cet article pour le Grand Continent](#).

- En Pologne, les mesures natalistes du gouvernement sont accompagnées aussi d'une restriction profonde des droits des femmes. Ce n'est pas encore la dystopique "Servante écarlate" de Margaret Atwood, mais la pression s'intensifie.
  - En conséquence, l'État de droit recule d'autant, comme le souligne l'histoire de cette [femme humiliée](#) par la police polonaise.
- Marquée par les drames dont la seule origine est l'absence d'égalité en ce qui concerne [l'accès aux soins](#) de santé, malgré les [dénonciations](#) et manifestations, la Pologne refuse ces soins à toutes les femmes.
- [Y compris les Ukrainiennes actuellement protégées en ces temps de guerre.](#)



**POURQUOI NOUS AVONS BESOIN D'UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE FÉMINISTE**  
**ANN LINDE**

# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

## DROITS FONDAMENTAUX, KOSOVO, JUSTICE, KLASH OF KLAN

Le 14 juin 2023, le ministère de l'industrie, de l'entrepreneuriat et du commerce de la République du Kosovo a annoncé la suspension de la licence de "Klan Kosova" LLC, une chaîne de télévision privée basée à Pristina. Le ministère invoque alors des soupçons d'abus de confiance de la part des responsables de l'entreprise pour justifier cette décision.



- L'Association des journalistes du Kosovo a publiquement fait savoir que la licence avait été suspendue parce que Klan Kosova aurait enregistré les adresses résidentielles de ses propriétaires comme étant «Peje-Serbia et Gjakove-Serbia ».
  - Ces villes sont sur le territoire du Kosovo et non en Serbie.
- Le Premier ministre Albin Kurti s'est exprimé sur la controverse, soulignant sur Twitter l'importance de respecter les règles d'enregistrement.
  - Selon lui, l'application de ces règles n'entrave pas le pluralisme des médias.
  - La liberté des médias est essentielle à la démocratie mais ne justifie pas d'enfreindre la loi pour en tirer un avantage financier.

- Cette décision a suscité une vive réaction de la part des journalistes, qui se sont rassemblés à Pristina.
  - Sur les banderoles on peut lire "La démocratie meurt dans l'obscurité".
    - Ils exhortent le ministère à revoir sa position.
- Klan Kosova conteste la suspension et le 2 août 2023, le tribunal de commerce de Pristina a annulé la décision du ministère, empêchant ainsi l'interruption des activités de la chaîne privée au Kosovo.
- La question attire l'attention de la communauté internationale.
  - Les ambassades de France, d'Allemagne, d'Italie, du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Union européenne au Kosovo ont exprimé de vives inquiétudes quant à cette suspension.



- Selon l'ambassadeur Michael Davenport, qui dirige la mission de l'OSCE au Kosovo : « Il s'agit d'une affaire importante, (...) il est essentiel que toutes les institutions concernées aient à l'esprit les implications plus larges. Les bons résultats obtenus par le Kosovo en matière de liberté des médias ne doivent pas être mis en péril par des décisions hâtives. Il ne faut pas non plus faire quoi que ce soit qui puisse jeter une ombre sur la scène médiatique diversifiée, dynamique et pluraliste qui s'est construite ici depuis plus de deux décennies ».

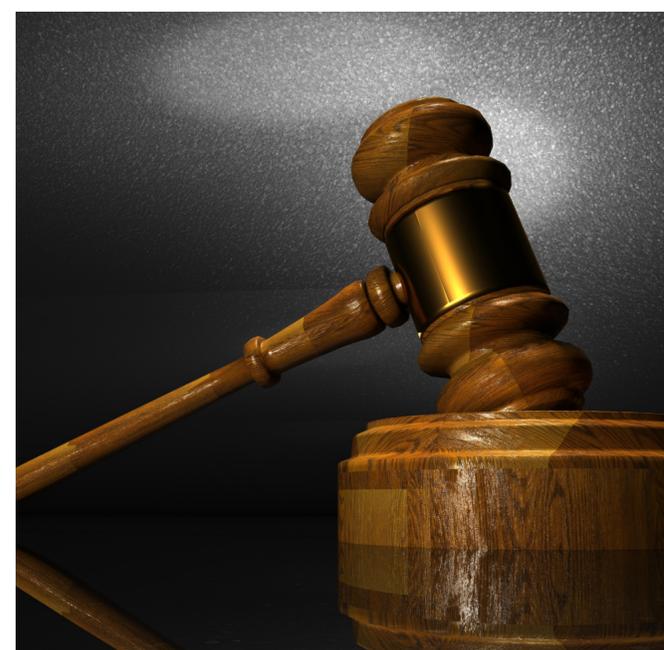
## BRICS, INFLUENCE, BRICS IN THE WALL

C'est dans une volonté de coopération Sud-Sud que s'est tenu le quinzième sommet des BRICS (réunissant à l'origine Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) à Johannesburg. Avec de nombreuses candidatures, la volonté d'expansion était au cœur des débats depuis plus d'un an, alors que les cinq pays émergents tentent d'atteindre l'unanimité.



- Consensus, choix stratégiques et manœuvres géopolitiques et rythme « la première phase du processus d'expansion ».
  - Elle débute par l'intégration de l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, à compter du 1er janvier 2024.
  - Un élargissement significatif qui s'inscrit dans un contexte pour le moins particulier.
    - Le conflit militaire en Ukraine explicite les tensions entre les deux hémisphères, faisant écho, plus que jamais, à la guerre froide du XXe siècle.
  - L'ambition serait ainsi de faire barrage à l'unipolarité de l'ordre international et de bousculer le système néocolonial, par le biais d'accords commerciaux multilatéraux.
    - Avec ces nouvelles adhésions, le nouveau groupe pèsra 36% du PIB mondial (dépassant ainsi les pays du G7) ainsi que 46% de la population.

- Le choix des nouveaux membres ne doit rien au hasard.
  - La nouvelle participation des « pays gros producteurs de pétrole » ainsi que des grandes économies du continent africain permet également une ouverture géographique sur le canal de Suez.
  - Ceci vient équilibrer la domination de l'Occident dont l'influence est une critique récurrente des présidents russe et chinois.
    - On relèvera que le président Poutine a rejoint le sommet par visioconférence, il semble donc craindre une arrestation eu égard au mandat d'arrêt de la CPI.



- Si Washington et Berlin refusent de voir une menace dans ce nouveau bloc, il demeure que l'expansion des BRICS ouvre un « nouveau chapitre » géopolitique.
  - L'accord UE Mercosur nous semble plus difficile à négocier côté UE, malgré les bonnes volontés de l'actuelle Présidence espagnole du Conseil de l'UE.
  - Les monnaies numériques des banques centrales sont déjà utilisées pour réduire l'influence des fournisseurs de paiement privés.
    - UE et USA sont à la traîne, à ce sujet.
    - Ces alternatives aux systèmes de paiement ne laissent entrevoir rien de bon si l'on veut, un jour prochain, négocier des accords dans le sens du respect d'un État de droit exigeant ou imposer des sanctions financières en cas d'invasion d'un État par un autre.

# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## AFRIQUE, WAGNER, INFLUENCE, PUTSCH PLANTEUR

Un coup “pas comme les autres”. Un mois après la destitution du président Bazoum, la situation au Niger et les implications du putsch sont encore complexes à démêler.



- Rappelant qu’au Niger, “les coups sont d’abord une probabilité statistique”, le politiste africain Rahmane Idrissa propose une passionnante mise en perspective historique de l’histoire politique mouvementée du pays.
- Dans une analyse au fond, la chercheuse Nina Wilen revient sur les trois caractéristiques qui font de la prise du pouvoir à Niamey par les militaires un moment sérieux de basculement de la zone du Sahel.
  - Premièrement, rompant avec les certitudes assénées un peu partout sur le ressentiment colonial, l’influence russe ou encore la corruption du régime, aucune explication n’est en soi suffisante.
  - Ensuite, un conflit international est tout à fait possible : les réactions hostile de la CEDEAO et en particulier de la grande puissance régionale frontalière, le Nigéria, suivie des déclarations de solidarité militaire aux putschistes par d’autres Etats du Sahel, font craindre un embrasement inédit dans la région.
  - Enfin, et c’est lié, les enjeux internationaux sont énormes et complexes.

- Pour l’Europe, outre les questions migratoires (V. État de droit), les conséquences sont à la fois profondes et incertaines.
  - La coopération militaire française (et les ressortissants français mieux évacués qu’au Soudan ou en Afghanistan, précise Nicolas Gros dans son blog sur l’Europe de la défense) et l’aide financière de l’UE sont désormais suspendues.
  - Il est trop tôt pour savoir si c’est effectivement une “frontière” extérieure européenne qui est menacée par un mouvement d’enveloppement russe.
    - Surtout au moment où le groupe Wagner se retrouve apparemment décapité.



Peut-être est-ce le moment de réévaluer la méthode et la substance des relations euro-africaines, sur d’autres modalités cette fois bien libérés des derniers réflexes coloniaux

# EUROPE GÉOPOLITIQUE

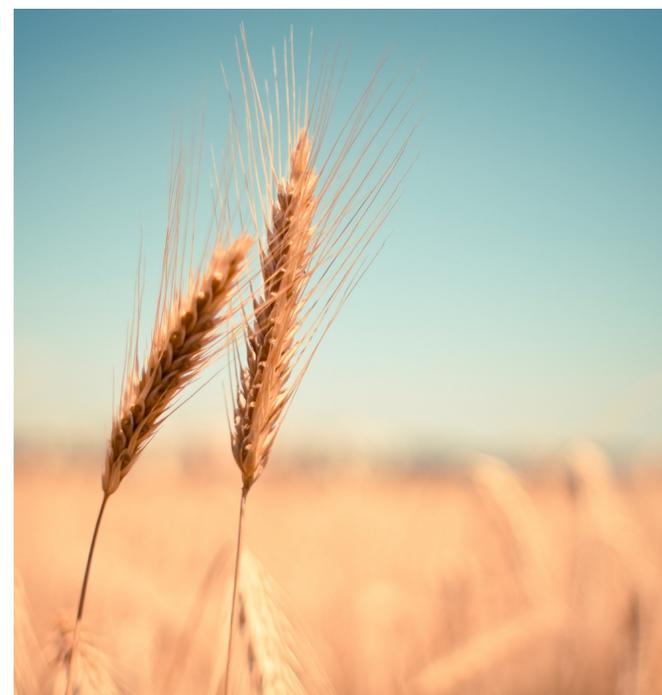
## **RUSSIE, AFRIQUE, SANCTIONS, INFLUENCES, OUT OF AFRICA**

Cela ressemble à une certitude : la dynamique actuellement à l'œuvre en Afrique, et plus particulièrement au Sahel, passe bien par Moscou. Dans la foulée du sommet Russie-Afrique de la fin juillet (où d'ailleurs la présence publique de E. Prigojine avait surpris les observateurs), le président russe presse les acteurs régionaux de s'organiser en "zone de libre-échange" pour mieux bénéficier des fournitures de matières premières (énergie et céréales) par la Russie.



- Le risque est de se retrouver pris dans le régime des sanctions qui pèse sur la Russie.
  - Ce point est développé dans cette intéressante analyse de l'organe en ligne Al-Monitor.
    - Elle précise les enjeux économiques et politiques de cette stratégie russe en Afrique.
  - La question se pose sérieusement de savoir ce qu'il adviendra de l'OHADA.
    - L'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique compte notamment parmi ses membres le Niger, depuis 1995.

- Certains observateurs s'interrogent : les pays d'Afrique du Nord iront-ils aussi loin ?
  - Avant la guerre, l'Afrique du Nord importait 80 % de son blé d'Ukraine ou de Russie.
  - La sécurité alimentaire est devenue un facteur déterminant pour eux après les récentes expériences de sécheresse et de pénurie d'importations dues à la guerre en Ukraine.
  - Un accord commercial avec la Russie pourrait donc leur donner plus de poids dans les négociations avec les principaux partenaires de l'UE.
    - Et changer la donne euro-africaine aussi : depuis un an, ce sujet est au cœur des débats de l'Union africaine.



**CULTURE STRATÉGIQUE EUROPÉENNE.**  
**RAPPORT COMPLET DE LA JOURNÉE D'ÉTUDE.**

## DÉCARBONATION, AFRIQUE, TERRES RARES, OUT OF AFRICA II

La route de la transition énergétique passe par l'Afrique. L'accélération de la demande européenne pour une énergie décarbonée, en particulier pour les véhicules électriques, porte des conséquences considérables pour l'Afrique. Le continent abrite 19 % des réserves mondiales de métaux nécessaires à la fabrication de véhicules électriques à batterie standard et au moins un cinquième des 12 matières premières nécessaires à la transition énergétique, rappellent les analystes d'Eurointelligence.



- L'enjeu d'une extraction minière respectueuse des populations locales et des normes environnementales reste entier.
  - Les propres besoins locaux en énergie doivent être pris en compte et non pas ignorés, comme par le passé.
  - Il est impératif de sortir des automatismes hérités de la période coloniale pour garantir que la transition énergétique ne se fasse pas au détriment d'une partie du monde.
    - Ceci est développé par le GIEC et certains acteurs de la société civile.

- Selon l'IDDRI, l'Europe - qui abrite certains anciens colonisateurs de l'Afrique - doit reconnaître ses erreurs historiques pour faire fonctionner un partenariat commun dans la recherche d'une énergie verte et sûre.
  - On pense en particulier au rôle primordial d'un pays comme la France, puissance dominante dont le franc CFA est utilisé par 14 pays africains.
- Pour l'Europe, la transition énergétique constitue une opportunité de relancer les relations avec l'Afrique.
  - En 2019, les 10 % les plus riches de la population vivant dans les pays occidentaux et en Asie du Sud-Est représentaient 48 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>.
  - Tandis que les 50 % les plus pauvres de la population mondiale n'en représentaient que 12 %.



- L'agenda du changement climatique pourrait rassembler les Européens et les Africains en tant que partenaires.
  - Malheureusement, la réconciliation ne semble vouloir se faire que par la reconnaissance de conditions d'exploitation des ressources minières qui pourraient ne pas être acceptables selon les normes démocratiques occidentales.
  - La dimension géopolitique de la transition énergétique n'a pas fini de reconfigurer le monde.

## GREEN DEAL

### ÉNERGIES RENOUVELABLES, AGROÉCOLOGIE, LA NATURE EST UN CHAMP DE BATAILLE

En matière d'écologie, aucun résultat n'est envisageable sans coopération et face à la catastrophe écologique annoncée, les bonnes âmes appellent l'humanité à " dépasser ses divisions " pour s'unir dans un " pacte écologique ". Pour le sociologue Ramzig Keucheyan "il n'y aura pas de consensus environnemental" car la nature est un champ de bataille entre intérêts contradictoires. Ce constat lucide, avant d'être pessimiste, rappelle combien la coopération n'est pas la position par défaut des acteurs et les stratégies de contournement des principaux acteurs.



- Dans un très long rapport publié le 23 août 2023, l'ONG Greenpeace dénonce le double discours des grandes entreprises énergétiques mondiales et la très faible part de leurs investissements (7,3 %) dans la transition vers les énergies renouvelables.
  - La production d'électricité renouvelable par les grandes compagnies pétrolières « reste étonnamment faible » selon Greenpeace.
    - Elle ne représente, chez les douze entreprises examinées, en moyenne que 0,3 % du volume d'énergie produit, contre 99,7 % pour le pétrole et le gaz.
  - Derrière les grandes promesses de neutralité carbone pour 2050, la réalité reste celle d'un secteur non coopératif.
    - Elle ne semble toujours pas envisager sérieusement de jouer son rôle pour répondre au défi collectif de l'urgence écologique.

- Les résultats du G20 de la fin du mois de juillet soulignent aussi ces difficultés.

- Certes, les ministres du G20 ont fait quelques progrès sur les autres sujets des forêts ou de la pollution plastique.
- Ils demeurent cependant incapables de se mettre d'accord sur une sortie des énergies fossiles, privilégiant une protection de leurs intérêts économiques, malgré les accords de Paris de 2015,

- Dans le fond, la bataille politique se poursuit.

- Après la demie-victoire sur la loi de restauration de la nature obtenue au Parlement européen par ses promoteurs contre une coalition des conservateurs et des droites radicales européennes, l'écologie apparaît plus que jamais comme le clivage politique des sociétés modernes.
  - C'est ce que souligne le dernier numéro du Green European Journal : comment l'environnement redéfinit les clivages politiques.

- C'est aussi ce que manifeste l'intronisation du Vice-Président de la Commission Frans Timmermans comme candidat de l'union de la gauche et des écologistes aux prochaines élections néerlandaises.

- Dans un pays marqué par la montée d'un parti populiste agrarien dont la dynamique repose sur le rejet des mesures environnementales concernant l'élevage ;
- consécutivement à la démission du cabinet Rutte, tombé sur l'autre sujet brûlant: l'immigration.

- La nature va plus que jamais être un champ de bataille.

- Et dans cette bataille, la Commission européenne perd le plus fervent défenseur du GreenDeal.

